



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES BOUCHES DU RHONE

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Bd Paul Peytral 13282 Marseille cedex 20
☎ 04.91.15.60.00 ☎ 04.91.15.61.67

Marseille, le 5 OCT. 2009

Dossier suivi par : Mme SOLA
☎ 04.91.15.69.32
✉ valerie.sola@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr

N°2009-102 A

ARRETE **autorisant la Société DAHER AEROSPACE** **à exploiter un entrepôt de stockage de matières combustibles** **à MARIGNANE (13 700)**

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES DU RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement et notamment le Livre V Titre 1^{er},

VU la demande d'autorisation parvenue dans mes services le 20 mars 2009, présentée par la Société DAHER AEROSPACE en vue d'exploiter un entrepôt de stockage de matières combustibles à MARIGNANE (13 700) Zac des Florides,

VU le dossier déposé à l'appui de sa demande,

VU la décision du président du tribunal administratif de Marseille en date du 6 mai 2009 portant désignation d'un commissaire enquêteur,

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 mai 2009 portant ouverture d'une enquête publique du 03 juin 2009 au 03 juillet 2009 inclus sur le territoire des communes de Marignane, Châteauneuf-les-Martigues et Gignac-La-Nerthe,

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisées dans ces communes,

VU les registres d'enquête,

VU l'avis du Directeur de la sécurité et cabinet en date du 26 mai 2009,

VU l'extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Gignac-La-Nerthe en date du 11 juin 2009,

VU l'avis du Directeur Régional des Affaires Culturelles en date du 15 juin 2009,

VU l'avis du Directeur de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité en date du 18 juin 2009,

VU l'extrait du registre des délibérations du conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en date du 22 juin 2009,

VU l'extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Marignane en date du 24 juin 2009,

VU l'extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Châteauneuf-les-Martigues en date du 06 juillet 2009,

Vu l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 10 juillet 2009,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur parvenus dans mes services le 17 juillet 2009,

VU l'avis du sous-préfet d'Istres en date du 4 août 2009,

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date 19 août 2009,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement en date du 25 août 2009,

VU les avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date des 16 juin et 8 septembre 2009,

VU les rapports du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date des 2 avril et 8 septembre 2009 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 24 septembre 2009 au cours duquel le demandeur a été entendu,

VU le projet d'arrêté porté le 1^{er} octobre 2009 à la connaissance du demandeur qui précise qu'il n'a pas d'observation à formuler,

CONSIDERANT que le groupe DAHER est un équipementier spécialisé dans les domaines industriels et de services pour l'aéronautique, le nucléaire, la défense et l'industrie ; qu'il exploite à ce jour trois sites autour de Marignane, ayant pour but de fluidifier le transport et la logistique globale de ses clients, réception et expédition de pièces,

CONSIDERANT que cette société souhaite, afin de pallier l'insuffisance de leur capacité actuelle, créer une nouvelle plate-forme logistique à Marignane, sur le site de la ZAC des Florides en cours de création, à proximité de la zone aéroportuaire où seront regroupés les pièces de rechange et les flux sortants du site de production d'EUROCOPTER,

CONSIDERANT que les prescriptions ci-après définies sont de nature à prévenir efficacement les pollutions et les risques susceptibles d'être générés par cet établissement,

CONSIDERANT que les prescriptions ci-après tiennent compte de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau,

CONSIDERANT que les prescriptions édictées sont suffisamment précises, réalisables et contrôlables, tant sur le plan technique qu'économique et qu'elles ne remettent pas en cause le fonctionnement de l'installation,

CONSIDERANT que la procédure d'autorisation pour les installations classées pour la protection de l'environnement a été respectée,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

ARRETE

TITRE I - CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE 1 : AUTORISATION

La société DAHER AEROSPACE dont le siège social est situé 23 route de Tours SAINT-JULIEN DE CHEDON (41400), est autorisée à exploiter les installations classées désignées ci-après de son établissement implanté ZAC DES FLORIDES à MARIGNANE (13).

ARTICLE 2 : INSTALLATIONS AUTORISEES

2.1 : L'autorisation d'exploiter vise les installations classées répertoriées dans l'établissement et reprises dans le tableau ci-après :

RUBRIQUE IC	DESIGNATION DES ACTIVITES	A/D ou AS (1)	DESCRIPTION DES INSTALLATIONS
1510-1	Entrepôts Couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), d'un volume supérieur à 50 000 m ³	A	Capacité maximale : 600 t Volume : 506 000 m ³
1530-1	Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues, la quantité susceptible d'être stockée étant supérieure à 20 000 m ³	A	Quantité maxi stockée : 20 000 m ³
2662-a	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, etc...), le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1000 m ³	A	Volume maxi stocké : 1000 m ³
2663-2a	Produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères, pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 10 000 m ³	A	Volume maxi stocké : 10 000 m ³
2920-2b	Installation de réfrigération, compression de fluides ni toxiques ni inflammables, la puissance absorbée étant comprise entre 50 et 500 kW	D	Groupes de réfrigération : 400 kW
2925	Charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable étant supérieure à 50 kW	D	Puissance maximale : 100 kW
1311	Stockage de produits explosifs, la quantité totale de matière active susceptible d'être présente étant inférieure à 500 kg	NC	Matériels pyrotechniques : 100 kg
1432	Stockage de liquides inflammables, la capacité maximale équivalente étant inférieure à 10 m ³	NC	Capacité maximale équivalente : 0,4 m ³
2910	Installation de combustion, la puissance thermique maximale étant inférieure à 2 MW	NC	Chaufferie gaz : 1900 kW

(1) A : autorisation préfectorale de servitudes D : déclaration AS : autorisation préfectorale avec instauration

2.2 : Les prescriptions générales du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, qu'elles relèvent ou non de la nomenclature des installations classées.

TITRE II : DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 3 : AUTRES REGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de satisfaire aux réglementations autres que la législation des Installations Classées qui lui sont applicables, en particulier celles relevant des Codes de l'Urbanisme, de la Santé Publique et du Travail, ainsi que toutes les dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, la protection des machines et la conformité des installations électriques. Elle ne préjuge en aucune façon la suite qui sera réservée par l'autorité compétente pour l'application de ces autres réglementations.

L'exploitant devra respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique.

L'exécution des travaux, prescrits par ailleurs, de diagnostics, de fouilles ou d'éventuelles mesures de conservation est un préalable à tous travaux de terrassement (y compris phase de découverte) dans la zone autorisée par le présent arrêté.

ARTICLE 4 : MODIFICATIONS

Tout projet de modification envisagé par l'exploitant, aux installations à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable, doit, avant sa réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

ARTICLE 5 : ACCIDENTS - INCIDENTS

5.1 : Il est rappelé que par application des dispositions de l'article R 512-69 du Code de l'Environnement susvisé, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du dit Code doit être déclaré dans les plus brefs délais à l'Inspection des Installations Classées. La fiche « Gravité – Perception » annexée au présent arrêté sera utilisée à cet effet.

5.2 : Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité ou de sauvetage, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'Inspection des Installations Classées n'en a pas donné l'autorisation, et s'il y a lieu, après l'accord de l'autorité judiciaire.

5.3 : L'exploitant fournit à l'Inspection des Installations Classées, sous 15 jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.

ARTICLE 6 : CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Les installations et leurs annexes sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tous les plans, schémas relatifs à ces installations doivent être à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 7 : AMENAGEMENT DU SITE - REGLES DE CONSTRUCTION ET DE CIRCULATION

7.1 : Accès

L'accès au site doit être limité et contrôlé.

A cette fin, celui-ci est clôturé sur la totalité de sa périphérie par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres, muni de grilles qui doivent être fermées à clef en dehors des heures de travail.

En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, doit être mise en place en permanence afin de permettre notamment l'accès des services de secours en cas d'incendie.

Le site disposera de deux accès distincts (un accès principal et un accès de secours d'une largeur minimale de 4 m).

7.2 : Voies de circulation

L'ensemble des voies de circulation intérieures est recouvert d'un matériau adapté et aménagé à partir de l'entrée afin de permettre une desserte facile des différents bâtiments et installations. Ces voies internes sont maintenues en parfait état de propreté.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes,...). En particulier des dispositions sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager les éléments nécessaires à la sécurité du site ou les installations pouvant générer une pollution ou des dangers.

L'entrepôt doit être en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation autour de l'entrepôt. Cette voie doit permettre l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins.

À partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'entrepôt doivent pouvoir stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe à l'entrepôt tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt.

7.3 : Propreté du site

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 8 : PRELEVEMENTS ANALYSES

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...) aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et à la demande du service chargé de l'Inspection des Installations Classées, il sera procédé à des mesures physico-chimiques ou physiques des rejets atmosphériques ou liquides, des émissions de bruit ainsi que, en tant que de besoin, à une analyse des déchets et à une évaluation des niveaux de pollution dans l'environnement de l'établissement.

Dans ces conditions, les mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé dont le choix est soumis à l'approbation de l'Inspection des Installations. Les frais de prélèvements et d'analyses sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 9 : DOSSIER D'ETABLISSEMENT- RAPPORTS DE CONTROLES ET REGISTRES

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- Le dossier de demande d'autorisation,
- Les plans, schémas relatifs aux installations,
- Les arrêtés préfectoraux pris en application de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- Tous les enregistrements, rapports de contrôles et registres mentionnés dans le présent arrêté et qui sont conservés pendant au moins cinq ans.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des autres services compétents qui peuvent, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents leur soient adressées.

ARTICLE 10 : BRUITS ET VIBRATIONS

10.1 : Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

10.2 : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier seront d'un type homologué.

10.3 : L'usage de tous matériels de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

10.4 : Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas être à l'origine de niveaux de bruit et d'émergence supérieurs aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous :

	JOUR période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	NUIT période allant de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés
Niveaux limites admissibles de bruit en limite de propriété	65 dB(A)	60 dB(A)
Emergences maximales admissibles dans les zones à émergence réglementée définies par l'arrêté du 23 janvier 1997	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsque l'installation est à l'arrêt.

10.5 : Les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par les trépidations sont isolées du sol ou des structures les supportant par des dispositifs antivibratoires efficaces.

10.6 : Une campagne de mesure des niveaux d'émission sonore doit être effectuée dès la mise en service des installations. Ces mesures sont réalisées par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées à qui les résultats sont communiqués.

Cette campagne de mesure est renouvelée tous les 3 ans.

ARTICLE 11 : MESURES GENERALES DE PREVENTION DES POLLUTIONS

Les installations doivent être conçues et aménagées de manière à limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols ainsi que les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques. Ceci doit conduire à la réduction des quantités rejetées.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 12 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

12.1 : Généralités

Toute incinération à l'air libre est interdite.

Toutes dispositions seront prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par la dispersion de poussières ou émanations nuisibles ou gênantes, par des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole et à la bonne conservation des sites.

12.2 : Emissions accidentelles

Les dispositions nécessaires sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de danger pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne, doivent être tels que cet objectif soit satisfait sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

12.3 : Plan de Déplacement Entreprise (PDE)

En application du Plan de Protection de l'Atmosphère des Bouches du Rhône, l'exploitant fera parvenir au Préfet, avec copie à l'inspection des installations classées, au plus tard 6 mois avant la mise en service de cet entrepôt, un Plan de Déplacement Entreprise précisant les dispositions prévues et concrètement mises en place pour conduire à limiter l'usage de la voiture particulière par les employés du site.

ARTICLE 13 : LIMITATION DE LA CONSOMMATION D'EAU

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

La réfrigération en circuit ouvert est notamment interdite.

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateur des consommations. Ces dispositifs font l'objet de relevés au moins hebdomadaires dont les résultats sont consignés sur un registre.

ARTICLE 14 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

14.1 : Principes généraux

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects, d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout, directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Les différents circuits d'eaux résiduaires (pluvial, eaux usées, eaux de procédé) sont de type séparatifs.

Le plan des réseaux d'alimentation en eaux et des réseaux d'évacuation faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et points de branchement et les points de rejets, est régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

14.2 : Protection du réseau d'alimentation en eau potable

Les installations ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable ou du réseau d'eau potable intérieur par des matières résiduelles ou des eaux nocives ou toute substance non désirable.

Protection des nappes souterraines

Les ouvrages doivent être réalisés pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées.

14.3 : Eaux usées

Les eaux usées telles que les eaux vannes des sanitaires et lavabos, les eaux ménagères et les eaux de nettoyage du sol des entrepôts sont collectées séparément des eaux pluviales, traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur.

Les eaux de lavage des aires situées à l'extérieur des bâtiments sont considérées comme des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

14.4 : Eaux pluviales non polluées

Les eaux pluviales de toiture ou de ruissellement normalement non polluées sont collectées séparément et dirigées vers les bassins de rétention. Elles peuvent être rejetées au réseau pluvial à un débit maxi de 10 l/s/ha, soit 103 l/s.

14.5 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées et traitées via un séparateur d'hydrocarbures (déshuileur-débourbeur) dont le dimensionnement est suffisant pour assurer un traitement efficace en cas de forte pluie.

Les rejets s'effectuent ensuite dans le réseau pluvial le plus proche du site via les bassins de rétention.

Valeurs limites de rejet en sortie du séparateur :

MES : 30 mg/l
Hydrocarbures: 5 mg/l

Le séparateur doit être régulièrement entretenu pour garantir le respect des valeurs ci-dessus. Des analyses sont réalisées au moins une fois par an, après un épisode pluvieux.

Les boues et surnageant issus de ce séparateur seront envoyés dans des centres agréés pour les recevoir.

14.6 : Prévention des pollutions accidentelles

Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, de déversement direct ou d'entraînement des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Le volume utile des capacités de rétention associées aux stockages de produits dangereux ou insalubres doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Les capacités de rétention doivent être à même de résister à la pression et à l'action chimique des fluides.

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant doit être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- la toxicité et les effets des produits rejetés,
- leurs évolution et condition de dispersion dans le milieu naturel,
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- les méthodes de récupération ou de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune et la flore exposées à cette pollution,
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

L'ensemble des dispositions prises et les éléments bibliographiques rassemblés par l'exploitant pour satisfaire aux prescriptions ci-dessus font l'objet d'un dossier de lutte contre la pollution des eaux conservé à disposition de l'Inspection des Installations Classées et régulièrement tenu à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

Les analyses et les mesures en vue de faire cesser la pollution et de la résorber sont à la charge de l'exploitant.

14.7 : Zone de rétention

Le site doit posséder un ou des bassins de rétention qui doivent pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Ils doivent avoir en permanence une capacité d'accueil minimale de **6 900 m³**.

Les orifices d'écoulement doivent être munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites fixées par l'inspection des installations classées qui aura été informée immédiatement si ce cas se présentait.

14.8 : Réseaux

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

ARTICLE 15 : DECHETS

15.1 : Principes généraux

Toutes dispositions seront prises par l'exploitant pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations dûment autorisées. Les déchets seront évacués régulièrement.

15.2 : Collecte et stockage

L'exploitant organise dans l'enceinte de son établissement une collecte sélective des déchets de manière à séparer les différentes catégories de déchets :

- déchets industriels banals tels que papiers, cartons, bois,
- plastiques, métaux,
- déchets industriels spéciaux

Cette liste non limitative est susceptible d'être complétée en tant que de besoin.

Dans l'attente de leur valorisation ou élimination, ces déchets sont conservés dans des conditions techniques assurant toute sécurité et garantissant la protection de l'environnement en toutes circonstances. En particulier, sont prises des mesures de prévention contre le lessivage par les eaux météoriques, contre les envols et les odeurs.

Les déchets combustibles ne seront pas stockés contre les parois des entrepôts.

Les emballages industriels vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions sont renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible.

15.3 : Elimination

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assure lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur. En particulier, les emballages industriels doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-66 et suivants du Code de l'Environnement relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

L'exploitant doit veiller à la bonne élimination des déchets. S'il a recours au service d'un tiers, il s'assure de l'habilitation de ce dernier ainsi que du caractère adapté des moyens et procédés mis en œuvre jusqu'au point d'élimination finale. Il est en mesure, en particulier, de justifier de l'élimination des déchets industriels spéciaux (huiles,...) dans des installations autorisées à les recevoir.

Un bordereau de suivi est émis à chaque fois qu'un déchet est confié à un tiers et chaque opération est consignée sur un registre prévu à cet effet, tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

15.4 : Suivi des déchets

L'élimination des déchets fait l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. A cet effet l'exploitant tient un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- origine, nature, quantité ;
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement ;
- destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale ou de valorisation.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets sont annexés au registre prévu ci-dessus et archivés pendant au moins trois ans.

ARTICLE 16 : HYGIENE ET SECURITE

16.1 : Gardiennage

L'accès à l'établissement doit être réglementé.

En dehors de la présence de personnel les issues sont fermées à clef.

L'établissement doit être surveillé en permanence en dehors des heures ouvrées, les week-ends et les jours fériés. Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus, et reçoit à cet effet une formation particulière.

Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour que lui-même ou un membre du personnel délégué, techniquement compétent en matière de sécurité, puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin en dehors des heures de travail.

16.2 : Aménagement des locaux

Les installations sont conçues de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits qui pourraient entraîner une aggravation du danger.

En fonctionnement normal, les locaux sont ventilés convenablement, de façon à éviter toute accumulation de gaz ou vapeurs inflammables ou toxiques.

Les installations ou appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement sont disposées ou aménagées de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément et qu'en cas d'accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre.

Un éclairage de sécurité est installé dans chaque cellule conformément à l'arrêté du 26 février 2003 relatif aux circuits et installations de sécurité.

16.3 : Installations et équipements électriques

L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

Un contrôle est effectué régulièrement, au minimum une fois par an, par un technicien compétent, appartenant ou non à l'entreprise, qui doit très explicitement mentionner les défauts constatés auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais. Ce contrôle sera fait selon les prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 et du décret du 14 novembre 1988 relatifs aux installations électriques. Ces vérifications font l'objet d'un rapport qui est tenu en permanence à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques doivent être réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. À proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont de degré coupe-feu 2 heures (REI 120).

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. Ils ne doivent pas être susceptibles de fondre avec la chaleur afin d'éviter la propagation d'un incendie par des gouttes enflammées.

16.4 : Protection contre l'électricité statique, les courants de circulation et la foudre

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre. Elles respectent en particulier les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées.

En particulier, les dispositifs de protection devront être déterminés, installés et maintenus tel que prévu par l'étude technique découlant de l'analyse du risque foudre. Ils devront être opérationnels avant la mise en service de l'entrepôt.

16.5 : Formation sécurité

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des unités. Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité (notamment des matériels de lutte contre l'incendie).

16.6 : Consignes

L'exploitant établit les consignes de sécurité que le personnel doit respecter ainsi que les mesures à prendre (arrêt des machines, extinctions, évacuation...) en cas d'incident grave ou d'accident.

Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées à l'intérieur de l'établissement dans des lieux fréquentés par le personnel et aux emplacements judicieux.

Des consignes générales de sécurité écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et l'appel des moyens de secours extérieurs.

Des plans schématiques (échelle facilement lisible) de l'ensemble de l'établissement sous forme de pancartes inaltérables apposées aux entrées (accès pompiers) du site et à l'entrée de chaque entrepôt seront réalisés et affichés.

ARTICLE 17 : RISQUE INCENDIE

17.1 : Dispositifs d'alarme et de mise en sécurité

La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.

Chaque cellule est dotée d'un équipement d'alarme sonore de type 4 audible en tous points pendant le temps nécessaire à l'évacuation.

17.2 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'au moins 11 poteaux incendie normalisés judicieusement répartis sur le site. Le réseau d'eau doit permettre de fournir en toutes circonstances le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement évalués dans l'étude de dangers. Le débit des appareils d'incendie est au minimum de 720 m³/h pendant quatre heures ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées;
- de robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel ;
- d'un système d'extinction automatique de type sprinkler ;
- d'une colonne sèche formant écran d'eau montant sur les murs de séparation des cellules. L'alimentation de cette colonne devra être possible à partir de 2 alimentations distinctes

munies d'un raccord normalisé DN 100 monté sur vanne, d'un débit minimum de 10 litres/mn/mètre linéaire.

Avant la mise en exploitation de l'entrepôt, l'exploitant doit justifier au préfet et aux Services d'Incendie et de Secours la disponibilité effective des débits d'eau.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur.

Le réseau d'eau d'incendie sera maillé et sectionnable, il sera protégé contre le gel et comportera des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée.

Les moyens ci-dessus sont un minimum et l'exploitant doit déterminer avec les Services d'Incendie et de Secours s'ils doivent être complétés. Pour ce faire, l'exploitant fournira au service concerné tous les documents dont il a besoin. L'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie fera l'objet d'une demande de validation auprès des services de secours

17.3 Dispositions relatives à l'exploitation de l'entrepôt

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. A cet effet, les quais de chargement devront posséder une issue et, lorsque leur longueur est supérieure à 20 mètres, une issue à chaque extrémité. En outre, le nombre minimal de ces issues doit permettre que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues au moins vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées.

17.4 : Dispositions relatives au comportement au feu des entrepôts

Construction :

De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

En vue de prévenir la propagation d'un incendie à l'entrepôt ou entre parties de l'entrepôt, les conditions constructives minimales suivantes sont respectées :

- les écrans thermiques extérieurs Nord et Ouest doivent être soit de résistance au feu REI 240 sur leur hauteur (8 mètres), soit REI 120 toute hauteur (12 mètres) ;
- en ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A2s1d0 (M0), ainsi que l'isolant thermique (s'il existe) et de Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) doit satisfaire la classe B_{Roof} (t3) ;
- les matériaux utilisés pour l'éclairage (naturel ou artificiel) ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées ;

- les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloisonnés par des parois de résistance au feu EI 60 et construits en matériaux A2s1d0. Ils doivent déboucher directement à l'air libre, sinon sur des circulations encloisonnées de même résistance au feu y conduisant. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont de résistance au feu E 60 ;
- les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond de résistance au feu REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication sont de résistance au feu EI 120 et sont munies d'un ferme-porte;
- les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de "quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage, ou isolés par une paroi, un plafond et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous de résistance au feu REI 120.

Ateliers de charge d'accumulateurs :

Les ateliers de charge d'accumulateurs devront être isolés de la façon suivante :

- murs de résistance au feu REI 120 ;
- couverture incombustible ;
- portes intérieures EI 30 et munies d'un ferme porte ;
- portes donnant vers l'extérieur de résistance au feu E 30 ;
- pour les autres matériaux : classe A2s1d0 .

Par ailleurs, les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et des gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrant en façade ou tout autre dispositif équivalent).

Les systèmes de désenfumage doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Désenfumage:

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 m² et d'une longueur maximale de 60 m. Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux A2s1d0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré R 15, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 m² de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire ne doit pas être inférieure à 0,5 m² ni supérieure à 6 m². Les dispositifs d'évacuation ne doivent pas être implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Le respect de ces principes et la vérification de leur efficacité devra faire l'objet d'une étude particulière (étude aérodynamique) qui sera transmise avant construction et pour approbation, aux services de secours et à l'inspection des installations classées.

17.5 Compartimentage et aménagement du stockage

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.

Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.

Pour atteindre cet objectif, les cellules doivent respecter les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent les cellules de stockage doivent être des murs de résistance au feu REI 240.

- Une colonne sèche formant écran d'eau montant devra être installée sur ces murs (cf. art. 17.2 ci dessus).

- les percements effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.

- les ouvertures effectuées dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de galeries techniques, sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.

- les portes communicantes entre les cellules doivent être de résistance au feu EI 120 et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles ; la fermeture automatique est asservie à des détecteurs autonomes déclencheurs implantés en partie haute des cellules et répartis de part et d'autre de la paroi séparative.

- les parois séparatives doivent dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives.

- pour les murs extérieurs qui ne sont pas de résistance au feu REI 240, les parois séparatives des cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.

La taille des surfaces des cellules de stockage doit être limitée de façon à réduire la quantité de matières combustibles en feu et d'éviter la propagation du feu d'une cellule à l'autre.

La surface maximale des cellules est égale à 6 000 m².

Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante:

- 1°) surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- 2°) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3°) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ;
- 4°) espace entre blocs et parois et entre blocs et éléments de la structure: 0,80 mètre
- 5°) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

17.6 : Centrale photovoltaïque en toiture

La centrale photovoltaïque implantée en toiture devra être dissociée de l'activité logistique :

- aucune pénétration d'équipements de la centrale (modules photovoltaïques, câbles de raccordement, etc.) dans les cellules de stockage ;
- descente des câbles à l'extérieur, le long de la façade ;
- local technique extérieur isolé des cellules, constitué par des murs de résistance au feu REI 120
- accessibilité aux installations (local technique et toiture) par l'extérieur ;

Les modules photovoltaïques devront être de résistance au feu de classe B_{Roof} (t3). Leur implantation devra respecter les distances minimales suivantes :

- 5 m des murs CF dépassant en toiture ;
- 2 m de la périphérie des bâtiments ;
- 1 m autour des lanterneaux de désenfumage et d'éclairage zénithal.

Une coupure de l'injection de courant vers le réseau ERDF et une coupure d'urgence de l'installation photovoltaïque seront installées en façade du local technique et signalées. Elles seront conçues de façon à supprimer tout passage de courant depuis la toiture de chacune des cellules vers le local technique.

17.7 : Protection contre l'incendie

Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Il est interdit d'introduire dans les zones de stockage des feux nus ou d'y fumer. Les interdictions sont affichées de façon visible à chaque entrée de zone.

Un permis feu est délivré avant la réalisation de tous travaux avec point chaud.

ARTICLE 19 : DISTANCES D'ELOIGNEMENT

Compte tenu des risques d'incendie liés aux installations, tels qu'ils ont été précisés dans l'étude de dangers, il est instauré une zone d'isolement de 20 mètres à compter des limites Nord, Ouest et Est des limites de propriété, correspondant à la zone limite des effets irréversibles pour la santé (cf. plan joint).

Dans cette zone, sont interdits les immeubles de grande hauteur, les établissements recevant du public, les voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, les voies d'eaux ou bassins (excepté les bassins de rétention et de réserve d'eau incendie), et les voies routières à grande circulation.

La procédure d'instauration de cette zone d'isolement est concrétisée dans le cadre des procédures foncières liant l'exploitant et les propriétaires concernés. Une copie des actes instituant cette servitude est transmise dès sa signature au Préfet et à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 20 : ABANDON DE L'EXPLOITATION

Avant l'abandon de l'exploitation de l'établissement, l'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

La date d'arrêt définitif de l'installation est notifiée au Préfet 6 mois au moins avant celle-ci. La procédure définie par les articles R512-74 à R512-80 du Code de l'environnement devra être scrupuleusement respectée.

Le mémoire de cessation d'activité abordera notamment les points suivants :

- L'évacuation de tous déchets résiduels entreposés sur le site vers une décharge ou un centre autorisé, ainsi que l'élimination des éventuels produits dangereux,
 - La coupure éventuelle des alimentations en gaz naturel, en électricité et en eau potable,
 - Les interdictions ou limitations d'accès au site,
 - La suppression des risques d'incendie et d'explosion,
 - La surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- Par ailleurs, la remise en état du site sera adaptée à sa future utilisation, compatible avec les activités de la ZAC.

TITRE III PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

ARTICLE 21 : MATIERES DANGEREUSES

Le stockage de matières dangereuses (inflammable ou toxique notamment) est interdit sur la totalité du site dans des quantités supérieures au seuil de déclaration.

ARTICLE 23 : RESPONSABILITE

La société DAHER AEROSPACE est l'exploitant des entrepôts. Si des cellules sont données en location ou mise à disposition partiellement ou totalement, le bail ou la convention doit stipuler que le locataire ou le bénéficiaire doit respecter les prescriptions du présent arrêté. Ce dernier sera annexé au bail ou à la convention.

Par ailleurs dans ce cas, la société DAHER AEROSPACE devra effectuer régulièrement (au minimum une fois par an) des audits de contrôle de respect des prescriptions du présent arrêté dans les zones louées ou mises à disposition. Les rapports de ces audits seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE IV DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 24 : RECOLEMENT

Avant la mise en service de l'entrepôt, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au Préfet une attestation de conformité aux dispositions du présent arrêté préfectoral d'autorisation et à celles applicables de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510, établie par ses soins, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification.

De même, avant la mise en service de l'entrepôt, l'exploitant devra fournir au Directeur Général des Services d'Incendie et de Secours une attestation de conformité ainsi que les différents procès verbaux de solidité des ouvrages, réaction au feu des matériaux, certificat de conformité relatif à l'installation du réseau d'extinction automatique de type sprinkler, ainsi que tout autre document exigé par le service concerné, établis selon la norme relative à la construction.

ARTICLE 25 :

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'inspection des services d'Incendie et de Secours, de l'inspection des Installations Classées, de l'inspection du Travail et des services de la Police de l'Eau.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 Livre V Titre 1^{er} Chapitre 1^{er} du Code de l'Environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 26 :

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 Livre V Titre 1^{er} Chapitre IV du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Toute mise en demeure, prise en application du Code de l'Environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet, constituera un délit.

Sauf cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de 3 ans à dater de la notification du présent arrêté ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 27 :

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes les autorisations administratives prévues par les textes autres que le Titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

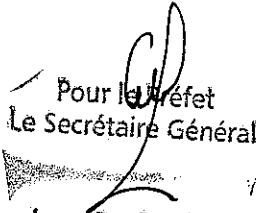
ARTICLE 28 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés, notamment ceux du ou des propriétaires des terrains concernés

ARTICLE 19 :

- Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches du Rhône,
 - Le Sous-Préfet d'Istres,
 - Le Maire de Marignane
 - Le Maire de Châteauneuf-les-Martigues,
 - Le Maire de Gignac-La-Nerthe,
 - Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
 - Le Directeur Régional des Affaires Culturelles ,
 - Le Directeur de la Sécurité et du Cabinet,
 - Le Directeur du Service départemental d'Incendie et de secours,
 - Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 - Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
 - Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 - Le Directeur de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article R 512-39 du code de l'environnement.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jean-Paul CELET

